

COMMISSION DE LA JUSTICE**COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE**

du

van

MERCREDI 07 FÉVRIER 2007

WOENSDAG 07 FEBRUARI 2007

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 11 h 36 par Mme Martine Taelman, présidente.

01 Questions jointes de

- Mme Jacqueline Galant à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'incompatibilité d'exercer un mandat politique pour le personnel administratif des greffes et parquets" (n° 13853)
- M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'incompatibilité entre les fonctions au sein de l'ordre judiciaire et un mandat de conseiller du CPAS ou de conseiller communal" (n° 14038)

01.01 Jacqueline Galant (MR) : Le Code judiciaire prévoit une incompatibilité, pour les membres du personnel administratif des greffes et parquets, d'exercer un mandat politique. Si cette incompatibilité se comprend en ce qui concerne les magistrats, comme d'autres employés administratifs du ministère de la Justice, son adéquation est moins évidente en ce qui concerne le personnel administratif affecté au ministère de la Justice, d'autant que cela ne concerne que le personnel de ce seul ministère.

Ne serait-il pas opportun de corriger les articles 293 et 353ter du Code judiciaire et de redéfinir les incompatibilités ? En quoi l'exercice d'un mandat politique par un employé administratif du ministère de la Justice pourrait-il être préjudiciable ?

01.02 Tony Van Parys (CD&V) : En matière d'incompatibilités entre des fonctions de l'ordre judiciaire et un mandat au sein d'un conseil de CPAS ou d'un conseil communal, l'article 11 du décret communal et l'article 9 de la loi sur les CPAS sont d'application en Communauté flamande et ils autorisent certaines choses. La loi fédérale, en particulier l'article 293 du Code Judiciaire, est plus sévère dans la mesure où elle prévoit que les charges de l'ordre judiciaire sont incompatibles avec l'exercice d'un mandat public conféré par élection. Cette règle s'applique aux magistrats aussi bien qu'aux membres des secrétariats de parquet et au personnel des greffes et des secrétariats de parquet. L'article 294 du Code Judiciaire prévoit dans quels cas il peut être dérogé à cette règle avec l'autorisation du Roi et sur proposition du ministre de la Justice.

Les législations flamande et fédérale sont donc dissemblables. Laquelle prime en l'occurrence ? La ministre voit-elle des inconvénients à ce qu'un employé de tribunal de première instance siège au conseil du CPAS ou au conseil communal ? La ministre envisage-t-elle d'adapter les dispositions du Code Judiciaire ?

01.03 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : En insérant un article 353ter dans le Code judiciaire afin d'étendre les règles d'incompatibilité déterminées à l'article 293, notamment, aux membres du secrétariat du parquet et au personnel des greffes et des secrétariats de parquet, le législateur avait indiqué son souci d'assurer la confiance absolue du justiciable dans la neutralité et l'objectivité des personnes qui exercent la fonction judiciaire.

Dans son arrêt du 21 octobre 1998, la Cour d'arbitrage a conforté cette position, estimant que le législateur a pu raisonnablement considérer que des limitations au droit d'exercer un mandat politique étaient indispensables et que les incompatibilités devaient s'étendre à tous ceux qui, fût-ce pour y accomplir des tâches administratives, travaillent au sein des greffes et des parquets.

Elle a également conclu que la différence objective entre les membres du personnel des greffes et parquets et les autres agents de la fonction publique, qui ne participent pas au pouvoir judiciaire, justifie la différence de traitement.

Je ne peux que me rallier à la position de la Cour d'arbitrage.

01.04 Jacqueline Galant (MR) : Pourtant, d'autres ministères - par exemple, le ministère des Finances, où le souci d'indépendance et d'impartialité est également de mise - accordent des dérogations à condition que la fonction ne soient pas exercée dans le ressort de la commune ou du CPAS concerné par le mandat.

Je ne comprends donc pas pourquoi on n'accorde pas ces dérogations au ministère de la Justice.

Nous pourrions proposer des dérogations telles que celles qui existent déjà dans d'autres ministères.

01.05 Tony Van Parys (CD&V) : Je n'ai pas reçu de réponse à ma question concernant le décret flamand. Ce décret permet à un employé d'un tribunal de première instance de siéger comme conseiller communal ou conseiller du CPAS. La législation fédérale ne prévoit pas cette possibilité. Quelles dispositions ont priorité ?

01.06 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Non, d'autant plus que l'article 353ter a été inséré dans le but de mettre fin aux interprétations divergentes en ce qui concerne la possibilité de cumuler certaines fonctions près des greffes et des parquets avec un mandat public.

01.07 Tony Van Parys (CD&V) : Le décret est beaucoup plus récent que la loi puisqu'il date de la fin de l'an dernier. Il ne s'agit nullement, en l'occurrence, d'interprétation, mais de la question de savoir si la loi fédérale prime le décret.

01.08 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : C'est en tout cas ce que je viens d'expliquer en fonction de la loi de 1996, soutenue par la Cour d'arbitrage.

01.09 Tony Van Parys (CD&V) : Le décret est plus récent.

01.10 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Le fédéral a adopté une position claire, avec une loi claire, soutenue par la Cour d'arbitrage.

À côté de cela, il faut voir si ce que décident les Régions et les Communautés respecte les compétences de chacun et examiner s'il y a conflit de compétences ou d'intérêts. C'est une autre question.

01.11 Tony Van Parys (CD&V) : Nous sommes ici confrontés à un conflit d'intérêts: quelle législation, de la fédérale ou de la communautaire, prime l'autre ?

Le **président** : La question de la constitutionnalité peut être tranchée par des organes compétents.

01.12 Tony Van Parys (CD&V) : C'est exact, mais la ministre pourrait dès à présent prendre position en la matière.

01.13 Laurette Onkelinx, ministre (en français) : Je ne vais certainement pas me prononcer ici sur l'existence ou pas d'un conflit d'intérêt et de compétences. Je donne la position du fédéral : il y a une loi, il y a eu un arrêt de la Cour d'arbitrage. Quant à voir si les dispositions et les décrets pris par les Régions et les Communautés sont conformes ou pas, cela ne m'appartient pas.

L'incident est clos.

02 Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les vols à répétition perpétrés par des mineurs d'âge" (n° 14007)

02.01 François-Xavier de Donnea (MR): Fin janvier, quatre enfants âgés de 10 à 14 ans appartenant à la communauté gitane étaient arrêtés à Rhode-Saint-Genèse, les poches pleines d'argent, de montres et de bijoux. Ces enfants ont déjà été arrêtés à plus de trois reprises. À chaque fois, ils sont relâchés le lendemain.

Comment endiguer ce type de délinquance juvénile, étant donné la politique actuelle du parquet ? La politique menée à l'égard de ce type de délinquance juvénile n'entretient-elle pas cette délinquance plutôt que de l'arrêter ?

Ce genre de phénomène est également de nature à nourrir le sentiment d'antipolitisme de beaucoup de nos concitoyens.

Comment expliquer qu'aucun suivi ne soit prévu pour ces enfants ?

Ces enfants résident apparemment avec leurs familles dans un camp à Charleroi. Y sont-ils scolarisés ? Les parents sont probablement en contravention avec la loi sur la scolarisation.

Ces enfants et ces parents résident-ils légalement en Belgique ? Si non, pourquoi ne les renvoie-t-on pas à l'étranger ?

Ce type de délinquance extrêmement pernicieux déstabilise la confiance de nos concitoyens dans la police et la justice.

02.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je ne vais pas parler du cas particulier mais examiner votre question dans un cadre général.

La question de l'immigration concerne mon collègue M. Dewael.

La question de l'accompagnement scolaire des enfants issus des communautés de nomades est extrêmement importante mais elle est de la compétence des Communautés.

Le parquet m'informe que le manque de places en institutions fermées ne laisse aux autorités judiciaires d'autre ressource que de procéder à des placements de courte durée en milieu ouvert, à condition qu'il y ait des places disponibles. Les décisions de justice sont dépendantes des politiques communautaires de développement de places en milieu fermé et en milieu ouvert sécurisé.

Cela dit, la nouvelle loi de 1965 prévoit des moyens nouveaux au niveau fédéral mais aussi au niveau des Communautés, notamment pour l'augmentation des places en milieu fermé. Le gouvernement fédéral a fait des propositions pour augmenter ses propres places en milieu fermé mais les Communautés, elles aussi, se sont engagées dans un programme d'augmentation des places d'accueil.

02.03 François-Xavier de Donnea (MR) : Votre réponse sonne comme un aveu d'impuissance due au contexte institutionnel et à la répartition des compétences.

En cas de réforme de l'État pouvant entraîner une redistribution des compétences, la protection de la jeunesse et la délinquance juvénile devraient être les premiers domaines concernés par cette répartition des compétences, pour que de telles situations ne puissent se reproduire.

L'incident est clos.

03 Question de M. François-Xavier de Donnea à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le rôle du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles" (n° 14008)

03.01 François-Xavier de Donnea (MR) : Fin janvier, la presse a relaté les exploits d'un groupement nommé Argos, prétendument association d'initiation à la philosophie. L'ASBL RésistanceS a dénoncé les

liens existants entre cette association et la Nouvelle Acropole. En réalité, Argos ne constitue qu'un nom d'emprunt pour la Nouvelle Acropole, qui peut clairement être rangée dans la catégorie des sectes nuisibles.

Comment se fait-il que ce soit l'ASBL RésistanceS qui dénonce les activités d'une secte probable, cachée derrière l'association Argos, et non le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles, rattaché au SPF Justice ?

Dans les faits, quelle mission exerce encore ce Centre puisqu'il ne remplit apparemment pas son rôle d'avis ou de recommandation sur les organisations nuisibles ?

Ne pensez-vous pas qu'il serait plus cohérent d'imaginer un système d'actualisation des données dont nous disposons sur les groupements sectaires depuis les travaux de la commission d'enquête de 1997 ?

03.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : La tâche du Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles est décrite dans la loi du 2 juin 1998, qui a également instauré une cellule administrative en vue de lutter contre les sectes nuisibles.

Le Centre doit étudier, entre autres, le phénomène des sectes. Il a créé un centre d'information accessible au public. Ses tâches principales sont d'informer mais aussi de formuler des avis et des recommandations.

Le nombre d'avis et de dossiers traités par le Centre est en augmentation.

Quant à la cellule administrative, son rôle consiste à coordonner l'action des différents services publics et des autorités. Elle assure le suivi des pratiques illégales des sectes nuisibles, la formulation de propositions et la collaboration avec le Centre et le suivi de ses conseils.

Une bonne collaboration des deux est indispensable.

Quant aux éléments que vous citez, dès avant la diffusion du communiqué de presse de l'ASBL RésistanceS où le lien entre la Nouvelle Acropole et Argos a été dénoncé, le Centre avait déjà donné des informations dans ce sens, qui furent le point de départ d'articles et de reportages dans la presse. Le Centre a donc parfaitement rempli sa mission d'information.

Le Centre dépend en effet du SPF Justice pour la logistique mais il est indépendant dans l'exercice de ses missions et relève directement du parlement.

Au sujet de l'actualisation des informations, rien ne permet de mettre en doute la bonne collaboration entre le Centre et la cellule administrative. Je reste ouverte à toute proposition de la cellule permettant de l'améliorer.

03.03 François-Xavier de Donnea (MR) : Je me réjouis du fait que le Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles ait joué le rôle qui est le sien.

L'incident est clos.

04 Question de M. Tony Van Parys à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le refus de réincarcérer un détenu qui s'était évadé" (n° 14024)

04.01 Tony Van Parys (CD&V) : Un détenu qui s'était échappé de la prison de Verviers a eu des remords et est retourné à la prison. Comme il ne possédait pas de papiers d'identité en règle, l'accès lui a été refusé. Il s'est à nouveau présenté à la prison le lendemain avec des papiers d'identité valables et a cette fois été autorisé à rentrer.

Pourquoi cette personne n'a-t-elle pas immédiatement été enfermée lorsqu'elle s'est présentée à la prison ?

Qui a pris la décision de la renvoyer ? N'était-il pas possible de s'assurer de son identité d'une autre manière, par exemple à l'aide d'empreintes digitales ? La personne en question était-elle signalée ? La police et le parquet ont-ils été informés ? Quelles sont exactement les instructions en vigueur lorsqu'une personne se présente spontanément à la prison ? Quelles mesures seront prises pour éviter qu'un tel incident ne se reproduise ?

04.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : L'incarcération d'une personne relève de la compétence du directeur de la prison. Incarcérer une personne sans ordonnance judiciaire d'arrestation peut entraîner des sanctions pénales. Laisser entrer une personne qui cherche à pénétrer frauduleusement dans une prison peut en outre comporter un risque pour la sécurité.

Le directeur qui était de service le jour où le détenu concerné s'est présenté, a conseillé à ce dernier d'aller chercher une pièce d'identification valable. Le parquet n'a pas été mis au courant et les instructions en la matière ont été respectées. Lorsqu'il est revenu en possession d'une pièce d'identité valable, l'intéressé a été admis. Après vérification, il s'est avéré qu'il s'agissait d'un détenu de Gand qui n'était pas rentré après une permission de sortie. Il était déjà signalé comme personne à rechercher.

Bien que toutes les instructions aient été scrupuleusement observées, on peut se demander s'il n'aurait pas été préférable d'incarcérer immédiatement cette personne en attendant les vérifications. J'ai demandé à mon administration de mener une réflexion à ce sujet.

04.03 Tony Van Parys (CD&V) : Je pense que ce dossier requiert davantage qu'un exercice de réflexion.

L'incident est clos.

05 Question de M. Charles Michel à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la circulaire n° 1790 visant à octroyer une allocation à certains détenus" (n° 14039)

05.01 Charles Michel (MR) : Vous auriez pris une circulaire relative aux allocations dont peuvent disposer certains détenus, particulièrement dans le cadre de la surveillance électronique.

Quels sont les termes de cette circulaire ? Quelles sont les modalités pour pouvoir bénéficier des allocations en question ? Quelles distinctions sont-elles envisagées ? En quoi la situation aurait-elle changé par rapport à la situation antérieure ? En effet, il semblerait que cette faculté existait déjà.

Ce type de mesure ne risque-t-il pas de heurter des victimes de certaines infractions particulièrement graves ou violentes qui n'ont pas encore été indemnisées ou qui sont confrontées à des difficultés dans le cadre des procédures visant à réparer leur préjudice ?

05.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Je ne comprends pas très bien la raison de votre question.

En effet, c'est mon prédécesseur qui a lancé les projets pilotes de surveillance électronique et c'est à son époque qu'il a été décidé d'octroyer une allocation journalière aux condamnés placés sous surveillance électronique qui ne bénéficient pas d'une autre source de revenu.

Le montant attribué à un isolé était de 522 euros par mois, soit un montant inférieur à l'actuel revenu d'intégration.

De nombreux CPAS étaient sollicités pour fournir un complément d'allocation. Il a donc été décidé que le SPF Justice prendrait en charge ce complément.

Par ailleurs, pour purger sa peine sous surveillance électronique, il faut répondre à certaines conditions. Nous examinons notamment si oui ou non le condamné s'inscrit dans un processus de réparation envers la victime.

05.03 Charles Michel (MR) : S'il suffit de s'inscrire dans un processus de réparation, cette situation est possible alors que la réparation n'est pas effective.

05.04 Laurette Onkelinx, ministre (*en français*) : Cela dépend des possibilités financières, du fait de trouver un emploi, une formation pour réparer.

L'incident est clos.

06 Question de M. Dylan Casaer à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la provision demandée en cas de constitution de partie civile" (n° 14043)

06.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit) : Un juge d'instruction anversois a exigé d'une partie civile, en l'occurrence un groupe de propriétaires d'appartements, le paiement d'une caution de pas moins de 16.200 euros pour faire analyser la comptabilité du syndic par un expert-comptable.

En l'espèce, les règles ont été appliquées correctement aux termes de l'arrêté royal du 28 décembre 1950. Renseignements pris, il semble toutefois que les divers arrondissements appliquent des montants différents. À Gand et à Termonde, les frais d'une plainte avec constitution de partie civile pour abandon de famille dépendent des revenus et ne dépassent pas 75 euros. En revanche, à Anvers, un montant fixe de 125 euros est toujours facturé. Les exemples de ces divergences sont légion et ne favorisent pas la sécurité juridique. Il serait inacceptable que ce " ticket modérateur " rende la Justice inaccessible à certaines personnes.

Dans le cas des propriétaires d'appartements, la ministre a fait savoir, par le biais de sa porte-parole, qu'une solution serait recherchée avec le parquet d'Anvers. Cette concertation a-t-elle déjà débouché sur des résultats ?

La ministre a-t-elle connaissance des différentes provisions demandées pour une constitution de partie civile dans les divers arrondissements ? Est-elle disposée à veiller à une plus grande uniformité et à une plus grande transparence des tarifs, bien entendu de façon à arriver à un niveau plus abordable ? La ministre n'estime-t-elle pas que dans certains cas, tels que les abandons de famille ou les viols, il conviendrait de n'exiger aucune caution ?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre (*en néerlandais*) : Le principe de la provision est réglé à l'article 108 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950. Lorsqu'elle intente l'action pénale, la partie civile est tenue de verser au greffe la somme jugée nécessaire pour la procédure. Le montant de cette provision diffère d'un arrondissement à l'autre et il revient au juge d'instruction d'en déterminer l'importance sur la base de l'estimation des coûts de la procédure. Je ne suis pas habilitée à donner des directives aux juges d'instruction. Cette estimation est par ailleurs très difficile à réaliser et dépend de la nature du dossier.

En Belgique, contrairement à ce qui se fait dans d'autres pays, une constitution de partie civile entraîne automatiquement l'ouverture d'une instruction judiciaire dans le cadre de laquelle la police et la justice doivent rassembler des preuves. L'obligation de verser la provision vise à prévenir le recours abusif à la constitution de partie civile. En effet, cette procédure est souvent moins onéreuse que la procédure civile et allège la charge de la preuve de la partie civile. Par ailleurs, une plainte avec constitution de partie civile peut ralentir considérablement une procédure civile. C'est pourquoi la suppression de la provision ne semble pas une option envisageable dans certaines situations.

Par ailleurs, il ne peut évidemment pas être porté atteinte aux droits des victimes et à la protection de leurs revendications légitimes. Une provision dont le montant serait déraisonnablement élevé pourrait effectivement constituer un obstacle important et se réduire à un refus de fait de procéder à l'enquête.

Estimer le coût probable d'une procédure constitue à chaque fois un exercice délicat. Les autorités judiciaires anversoises me signalent que les juges d'instruction et les chambres des mises en accusation se sont déjà concertés à plusieurs reprises à ce propos et s'accordent pour dire que la provision doit rester limitée à un montant raisonnable.

Dans le dossier en question, pour lequel le juge d'instruction a demandé une provision de 16.200 euros, les frais de l'enquête comptable sont effectivement estimés à concurrence de ce montant. Le président de l'une

des chambres des mises en accusation en débatta avec le juge d'instruction dans le cadre du contrôle d'office.

(En français) Je ne suis pas défavorable à une modification du cadre légal mais je signale ce qu'il est possible de faire - et se fait à Anvers - dans le cadre actuel.

06.03 **Dylan Casaer** (sp.a-spirit) : La ministre n'exclut pas de nouvelles options à l'avenir. J'espère qu'à cet égard, on tiendra compte de deux aspects. Dans certains pays, on a supprimé la constitution de partie civile et seul le parquet peut encore ouvrir une enquête, ce qui n'est pas une bonne chose car le parquet, le juge d'instruction ou les services de police n'évaluent pas toujours correctement une situation locale et peuvent donc décider à tort de ne pas ouvrir d'enquête. Par ailleurs, un contrôle marginal visant à apprécier le bien-fondé de toute constitution de partie civile me semble justifié.

Les frais liés à l'intervention d'un expert judiciaire posent toujours problème, également dans les affaires civiles. En fait, ils bloquent l'accès à la justice. Je ne manquerai pas de revenir sur la question.

L'incident est clos.

07 **Question de M. Bart Laeremans à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "les rapports linguistiques au département de la Justice" (n° 14058)**

07.01 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Le 26 octobre 2006, la Commission permanente de Contrôle linguistique (CPCL) a déclaré recevable et fondée une plainte concernant les rapports linguistiques au sein du département de la Justice. Dans sa décision, la Commission a estimé que l'équilibre linguistique devait être assuré à tous les niveaux, tant pour les membres du personnel contractuels que statutaires. Dans l'intervalle, un cadre linguistique a été promulgué pour le département de la Justice, instaurant un équilibre linguistique pour la plupart des niveaux et des services centraux.

Quand la ministre a-t-elle pris connaissance de la décision de la CPCL et quelles suites y ont été données ? Combien de membres du personnel statutaires et contractuels, néerlandophones et francophones, sont entrés en service depuis ? La ministre peut-elle fournir un aperçu de l'effectif actuel du personnel des services centraux, réparti par langue, par statut (statutaire et contractuel) et ce pour chacun des quatre niveaux ?

07.02 **Laurette Onkelinx**, ministre *(en néerlandais)* : J'ai examiné la décision de la CPCL en date du 12 décembre 2006. Pour les niveaux B, C et D, un programme de recrutement établi dans le cadre du plan Rosetta prévoit l'engagement systématique de néerlandophones dans la mesure du possible. Pour le niveau A, un programme de recrutement pour 2007 a été établi en vue du rétablissement de l'équilibre linguistique.

M. Laeremans demande un aperçu de l'effectif de personnel central actuel. Je me réfère au tableau que je mets à la disposition de la commission.

07.03 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : Je ne puis me prononcer aujourd'hui sur les chiffres mais je réinterrogerai la ministre si nécessaire. Je me réjouis assurément du fait qu'elle tienne compte de la CPCL et souhaite rétablir l'équilibre linguistique. J'espère que d'importants efforts seront encore consentis en la matière sous la présente législature.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 12 h 28.

De behandeling van de vragen vangt aan om 11.36 uur. De vergadering wordt voorgezeten door mevrouw Martine Taelman.

01 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw Jacqueline Galant aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de onverenigbaarheid wat betreft de uitoefening van een politiek mandaat voor het administratief

personeel van de griffies en parketten" (nr. 13853)

- de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de onverenigbaarheid tussen functies in de rechterlijke orde en een mandaat in de OCMW-raad of gemeenteraad" (nr. 14038)

01.01 **Jacqueline Galant** (MR): Het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de functies van het administratief personeel van de griffies en de parketten onverenigbaar zijn met een politiek mandaat. Ten aanzien van de magistraten en andere administratieve bedienden van het ministerie van Justitie valt die onverenigbaarheid te begrijpen. Ze is echter minder begrijpelijk voor wat het administratief personeel van het ministerie van Justitie betreft, temeer daar alleen het personeel van dat ene ministerie betrokken partij is.

Moeten de artikelen 293 en 353ter van het Gerechtelijk Wetboek niet worden aangepast en moet de onverenigbaarheid niet opnieuw worden omschreven? In welk opzicht zou de uitoefening van een politiek mandaat door een administratief bediende van het ministerie van Justitie iemand kunnen schaden of benadelen?

01.02 **Tony Van Parys** (CD&V): Inzake onverenigbaarheden tussen functies in de rechterlijke orde enerzijds en een mandaat in een OCMW- of gemeenteraad anderzijds, zijn in de Vlaamse Gemeenschap artikel 11 van het Gemeentedecreet en artikel 9 van de OCMW-wet van toepassing en die laten bepaalde zaken toe. De federale wetgeving is met artikel 293 van het Gerechtelijk Wetboek evenwel strenger en bepaalt dat de ambten van de rechterlijke orde onverenigbaar zijn met de uitoefening van een bij verkiezing verleend openbaar mandaat. Dat geldt zowel voor magistraten als voor leden van het parketsecretariaat, personeel van de griffies en van de parketsecretariaten. Artikel 294 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt in welke gevallen er, met machtiging van de Koning en op voordracht van de minister van Justitie, van deze regel kan worden afgeweken.

Er is dus een verschil tussen de Vlaamse en de federale wetgeving. Wat primeert hier? Welke bezwaren ziet de minister in het feit dat een beambte bij de rechtbank van eerste aanleg in de OCMW- of gemeenteraad zou zitten? Overweegt de minister de bepalingen uit het Gerechtelijk Wetboek aan te passen?

01.03 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Door in het Gerechtelijk Wetboek een artikel 353ter op te nemen om de in artikel 293 vervatte regels inzake de onverenigbaarheid uit te breiden tot, onder meer, de leden van het parketsecretariaat en het personeel van de griffies en van de parketsecretariaten, had de wetgever zijn bekommernis geuit het absolute vertrouwen van de rechtsonderhorigen in de neutraliteit en de objectiviteit van de personen die het gerechtelijk ambt uitoefenen, te verzekeren.

In zijn arrest van 21 oktober 1998 heeft het Arbitragehof dat standpunt bekrachtigd en heeft het geoordeeld dat de wetgever redelijkerwijze kon beschouwen dat de beperkingen van het recht om een politiek mandaat uit te oefenen, noodzakelijk waren, en dat de onverenigbaarheden van toepassing moeten zijn op het voltallige personeel van de griffies en de parketten, ook al vervult dit louter administratieve taken.

Het Hof is tevens tot de slotsom gekomen dat het objectieve onderscheid tussen de personeelsleden van de griffies en de parketten en de andere rijksambtenaren die niet tot de rechterlijke macht behoren, een andere behandeling rechtvaardigen.

Ik kan me alleen maar aansluiten bij het standpunt van het Arbitragehof.

01.04 **Jacqueline Galant** (MR): Nochtans kennen andere ministeries – bijvoorbeeld het ministerie van Financiën waar onafhankelijkheid en onpartijdigheid eveneens hoog in het vaandel staat – afwijkingen toe, op voorwaarde dat de functie niet wordt uitgeoefend in het ambtsgebied van de gemeente of het OCMW waarop het mandaat betrekking heeft.

Ik begrijp bijgevolg niet waarom er geen afwijkingen worden toegestaan in het ministerie van Justitie.

We zouden de afwijkingen kunnen toekennen die reeds in andere ministeries bestaan.

01.05 **Tony Van Parys** (CD&V): Mijn vraag in verband met het Vlaamse decreet werd niet beantwoord. Dat decreet opent de mogelijkheid voor een beambte van een rechtbank van eerste aanleg om zitting te hebben

als gemeente- of OCMW-raadslid, de federale wetgeving biedt die mogelijkheid niet. Welke regelgeving heeft dan voorrang?

01.06 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Neen, temeer daar artikel 353^{ter} precies werd ingevoerd om een einde te stellen aan de uiteenlopende interpretaties die aan de cumulatie van een openbaar mandaat met bepaalde functies bij de griffies en de parketten werden gegeven.

01.07 **Tony Van Parys** (CD&V): Het decreet is van veel recentere datum dan de wet: het dateert van eind vorig jaar. Het gaat hier niet om een interpretatie, het gaat om de vraag of de federale wet primeert op het decreet.

01.08 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Dat is in ieder geval de teneur van de toelichting die ik daarnet heb gegeven op grond van de wet van 1996, die door het Arbitragehof wordt onderschreven.

01.09 **Tony Van Parys** (CD&V): Het decreet is recent.

01.10 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De federale overheid heeft een ondubbelzinnig standpunt ingenomen en een klare wet aangenomen die op de goedkeuring van het Arbitragehof kan rekenen.

Voorts moeten we nagaan of de beslissingen van de Gewesten en de Gemeenschappen de bevoegdheden van alle beleidsniveaus respecteren en onderzoeken of er sprake is van een bevoegdheids- of belangenconflict. Dat is een andere kwestie.

01.11 **Tony Van Parys** (CD&V): Hier rijst een belangenconflict: primeert de federale wet of de Gemeenschapswetgeving?

De **voorzitter**: Er zijn organen die over de grondwettelijkheid kunnen oordelen.

01.12 **Tony Van Parys** (CD&V): Dat klopt, maar de minister zou nu reeds een standpunt ter zake kunnen innemen.

01.13 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal me hier niet uitspreken over het feit of er al dan niet een belangen- en bevoegdheidsconflict bestaat. Dit is het standpunt van de federale overheid: er bestaat een wet en het Arbitragehof heeft een arrest gevelde. Het is niet mijn bevoegdheid om uit te maken of de bepalingen en de decreten van de Gemeenschappen en de Gewesten er al dan niet mee overeenstemmen.

Het incident is gesloten.

02 **Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de herhaalde diefstallen gepleegd door minderjarigen" (nr. 14007)**

02.01 **François-Xavier de Donnea** (MR): Eind januari werden in Sint-Genesius-Rode vier kinderen tussen 10 en 14 jaar uit de zigeunergemeenschap aangehouden met hun zakken vol geld, horloges en juwelen. Deze kinderen werden al meer dan drie maal aangehouden. Elke keer weer worden zij de volgende dag vrijgelaten.

Hoe kan dit soort jeugddelinquentie worden ingedamd gezien het huidige parketbeleid? Houdt het beleid dat ten opzichte van dit soort jeugddelinquentie wordt gevoerd, deze delinquentie niet eerder in stand in plaats van ze tegen te houden?

Dit soort fenomenen voedt ook de gevoelens van antipolitiek die bij vele medeburgers leven.

Hoe kan worden uitgelegd dat er voor deze kinderen in geen enkele begeleiding wordt voorzien?

Deze kinderen verblijven blijkbaar met hun families in een kamp in Charleroi. Gaan zij er naar school?

Waarschijnlijk overtreden de ouders de wet betreffende de leerplicht.

Verblijven deze kinderen en ouders op een wettelijke manier in België? Indien niet, waarom worden zij niet teruggestuurd naar het buitenland?

Dit soort uitermate schadelijke delinquentie ondermijnt het vertrouwen van onze medeburgers in de politie en de justitie.

02.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): Ik zal niet ingaan op het specifieke geval maar ik zal uw vraag in een algemeen kader onderzoeken.

Over het thema van de immigratie gaat mijn collega de heer Dewael.

De kwestie van de schoolbegeleiding van de kinderen uit nomadengemeenschappen is uitermate belangrijk maar valt onder de bevoegdheid van de Gemeenschappen.

Het parket deelt mij mee dat de gerechtelijke overheid door het gebrek aan plaatsen in gesloten instellingen geen andere keuze heeft dan over te gaan tot plaatsingen van korte duur in open instellingen, op voorwaarde dat er daar plaatsen beschikbaar zijn. De rechterlijke beslissingen zijn afhankelijk van het beleid van de gemeenschappen met betrekking tot het creëren van plaatsen in gesloten instellingen en in beveiligde open instellingen.

De nieuwe wet van 1965 voorziet in nieuwe middelen op federaal niveau, maar ook op het niveau van de Gemeenschappen, met name voor het optrekken van het aantal plaatsen in gesloten instellingen. De federale regering heeft voorstellen gedaan om het eigen aantal plaatsen in gesloten instellingen op te trekken, maar ook de Gemeenschappen maken werk van een programma voor het verhogen van het aantal opvangplaatsen.

02.03 **François-Xavier de Donnea** (MR): Uw antwoord klinkt als een bekentenis van onmacht die te wijten is aan de institutionele context en de bevoegdheidsverdeling.

In geval van een staatshervorming die tot een herverdeling van bevoegdheden zou kunnen leiden, zouden de jeugdbescherming en de jeugddelinquentie als eerste aangelegenheden voor die herverdeling in aanmerking moeten komen, teneinde ervoor te zorgen dat dergelijke situaties zich niet meer kunnen herhalen.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van de heer François-Xavier de Donnea aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de rol van het Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties" (nr. 14008)**

03.01 **François-Xavier de Donnea** (MR): Eind januari berichtte de pers over de bedenkelijke activiteiten van een groepering met de naam Argos, die zich naar eigen zeggen met de inleiding tot de filosofie bezighoudt. De vzw RésistanceS bracht de banden tussen die vereniging en de organisatie Nouvelle Acropole aan het licht. In werkelijkheid is Argos slechts een schuilnaam voor Nouvelle Acropole, die ongetwijfeld in de categorie van schadelijke sekten thuishoort.

Hoe komt het dat het de vzw RésistanceS is die de activiteiten van een vermoedelijke sekte aan de kaak stelt, met de vereniging Argos als dekmantel, en niet het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties, dat van de FOD Justitie afhangt?

Welke opdracht vervult dat Centrum nog in de praktijk? Zo te zien vervult het zijn opdracht adviezen en aanbevelingen met betrekking tot de schadelijke organisaties te formuleren, niet naar behoren.

Zou het niet logischer zijn een systeem uit te dokteren om de gegevens met betrekking tot de sektarische groeperingen waarover we sinds de werkzaamheden van de onderzoekscommissie van 1997 beschikken, te actualiseren?

03.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Frans*): De opdracht van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties wordt omschreven in de wet van 2 juni 1998, waarin eveneens een administratieve cel wordt opgericht om de schadelijke sekten te bestrijden.

Het Centrum moet onder meer het sektefenomeen bestuderen. Het heeft een informatiecentrum opgericht, dat toegankelijk is voor het publiek. De belangrijkste opdracht van het centrum bestaat in het verstrekken van informatie. Daarnaast formuleert het ook adviezen en aanbevelingen.

Het aantal door het Centrum uitgebrachte adviezen en behandelde dossiers gaat in stijgende lijn.

De opdracht van de administratieve cel bestaat erin de acties van de diverse overheidsdiensten en overheden op elkaar af te stemmen. De cel controleert illegale praktijken van schadelijke sektes, formuleert voorstellen, werkt samen met het Centrum en geeft gevolg aan zijn aanbevelingen.

Een goede samenwerking tussen beide organen is onontbeerlijk.

Wat de door u vernoemde elementen betreft, heeft het Centrum reeds informatie verstrekt voordat de vzw RésistanceS een persmededeling verspreidde waarin het verband tussen La Nouvelle Acropole en Argos werd aangetoond. De informatie van het Centrum werd overgenomen in persartikels en reportages. Het Centrum heeft zijn informatieopdracht dus terdege uitgevoerd.

Het Centrum hangt voor zijn logistieke ondersteuning inderdaad van de FOD Justitie af, maar het is onafhankelijk in de uitoefening van zijn opdrachten en ressorteert rechtstreeks onder het parlement.

Wat de bijwerking van de informatie betreft, is er geen enkele reden om aan de vruchtbare samenwerking tussen het Centrum en de administratieve cel te twijfelen. Ik sta open voor elk voorstel vanwege de cel om de werking ervan te verbeteren.

03.03 **François-Xavier de Donnea** (MR): Ik ben blij dat het Informatie- en adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties de hem toegewezen rol correct heeft vervuld.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Tony Van Parys aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de weigering een ontsnapte gedetineerde op te nemen" (nr. 14024)**

04.01 **Tony Van Parys** (CD&V): Een gedetineerde die uit de gevangenis van Verviers was ontsnapt, kreeg inkeer en keerde terug. Omdat hij echter geen geldige identiteitspapieren kon voorleggen, werd hij weer weggestuurd. De dag erna bood hij zich opnieuw aan, ditmaal mét geldige papieren, en werd hij wel binnengelaten.

Waarom werd deze man niet meteen opgesloten toen hij zich aanbood bij de gevangenis? Wie besliste om hem weg te sturen? Kon zijn identiteit niet op een andere manier worden vastgesteld, bijvoorbeeld aan de hand van vingerafdrukken? Was de betrokkene geseind? Werden de politie en het parket op de hoogte gebracht? Wat zijn de juiste instructies als iemand zichzelf aanbiedt bij de gevangenis? Hoe zullen dergelijke incidenten voortaan worden voorkomen?

04.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Iemand in de gevangenis opsluiten behoort tot de bevoegdheid van de gevangenisdirecteur. Iemand opsluiten zonder een gerechtelijk bevel tot aanhouding kan tot strafrechtelijke sancties leiden. Bovendien kan het een veiligheidsrisico inhouden om iemand binnen te laten die op frauduleuze wijze de gevangenis wil binnendringen.

De directeur die dienst had op de dag dat de gedetineerde in kwestie zich aanbood, heeft de man aangeraden een geldig identificatiebewijs te halen. Het parket werd niet op de hoogte gebracht en de instructies ter zake werden nageleefd. Nadat de gedetineerde terugkeerde met een geldig identificatiebewijs, werd hij wel opgesloten. Bij nazicht bleek het om een gedetineerde uit Gent te gaan die niet was teruggekeerd na zijn uitgaanspermissie. Hij stond als op te sporen geseind.

Hoewel alle instructies keurig werden opgevolgd, kan men zich de vraag stellen of het niet beter was geweest om de man meteen op te sluiten in afwachting van het nazicht. Ik heb mijn administratie gevraagd om een denkoefening in die zin te starten.

04.03 Tony Van Parys (CD&V): Ik denk dat er meer nodig is dan een denkoefening.

Het incident is gesloten.

05 Vraag van de heer Charles Michel aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "omzendbrief nr. 1790 houdende toekenning van een uitkering aan sommige gevangenen" (nr. 14039)

05.01 Charles Michel (MR): U zou een omzendbrief hebben bekendgemaakt over de uitkeringen waar sommige gevangenen voor in aanmerking kunnen komen, in het bijzonder in het kader van het elektronisch toezicht.

Hoe is die omzendbrief geformuleerd? Wat zijn de regels om aanspraak te kunnen maken op die uitkeringen? Welk onderscheid zal er worden gemaakt? Waarin is de situatie veranderd ten opzichte van de vorige situatie? Immers, het lijkt alsof deze mogelijkheid reeds bestond.

Riskeert dit type maatregel de slachtoffers van bijzonder ernstige of gewelddadige strafbare feiten die nog niet werden schadeloosgesteld of die werden geconfronteerd met moeilijkheden in het kader van de procedures met het oog op het herstellen van de schade niet te kwetsen?

05.02 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Ik begrijp niet goed waarom u die vraag stelt.

Die proefprojecten met betrekking tot het elektronisch toezicht werden immers door mijn voorganger op touw gezet en indertijd werd beslist een dagvergoeding toe te kennen aan onder elektronisch toezicht geplaatste veroordeelden die over geen andere bron van inkomsten beschikken.

Aan een alleenstaande wordt een bedrag van 522 euro per maand toegekend, wat lager ligt dan het huidige leefloon.

Tal van OCMW's krijgen aanvragen voor een aanvullende vergoeding. Er werd dan ook beslist dat de FOD Justitie dat aanvullend bedrag voor zijn rekening zou nemen.

Met betrekking tot het uitzitten van een straf onder elektronisch toezicht moet aan een aantal voorwaarden worden voldaan. Wij onderzoeken onder meer of de veroordeelde al dan niet bereid is het slachtoffer schadeloos te stellen.

05.03 Charles Michel (MR): Indien het volstaat dat men de schade wil herstellen, is een dergelijke toestand mogelijk, terwijl het herstel niet het beoogde resultaat bereikt.

05.04 Minister Laurette Onkelinx (*Frans*): Dat hangt af van de financiële mogelijkheden, van het feit of men al dan niet werk of een opleiding vindt om de schade te herstellen.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van de heer Dylan Casaer aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de provisie bij burgerlijke partijstelling" (nr. 14043)

06.01 Dylan Casaer (sp.a-spirit): Een Antwerpse onderzoeksrechter heeft een burgerlijke partij, in dit geval een aantal appartamenteigenaars, een borg opgelegd van maar liefst 16.200 euro om de boekhouding van de syndicus te laten uitpluizen door een accountant.

Volgens het KB van 28 december 1950 zijn de regels in deze zaak correct toegepast, maar na navraag blijkt dat de verschillende arrondissementen verschillende bedragen hanteren. In Gent en Dendermonde zijn de kosten van een klacht met burgerlijke partijstelling voor familieverlating afhankelijk van het inkomen, met een

maximum van 75 euro. In Antwerpen wordt daarentegen steeds een vast bedrag van 125 euro aangerekend. Dergelijke voorbeelden zijn legio en komen de rechtszekerheid niet bepaald ten goede. Het mag niet zo ver gaan dat dit 'remgeld' de justitie ontoegankelijk maakt voor bepaalde mensen.

In het geval van de appartementeigenaars heeft de minister via haar woordvoester laten weten dat samen met het parket van Antwerpen zou worden nagegaan of er een oplossing is. Zijn er al resultaten van dat overleg?

Is de minister op de hoogte van de verschillende provisies voor burgerlijke partijstelling in de verschillende arrondissementen? Is de minister bereid om voor eenduidigheid en transparantie in de tarieven te zorgen, uiteraard op een betaalbaar niveau? Meent de minister niet dat in bepaalde gevallen, zoals familieverlating of verkrachting, geen borg zou mogen worden gevraagd?

06.02 Minister **Laurette Onkelinx** (*Nederlands*): Het principe van de provisie is vastgelegd in artikel 108 van het KB van 28 december 1950. Een burgerlijke partij moet, wanneer ze de strafvordering op gang brengt, de som die vermoedelijk nodig is voor de rechtspleging, ter griffie storten. De omvang van die provisie verschilt tussen de verschillende arrondissementen en het is de onderzoeksrechter die de omvang bepaalt op basis van de kostenraming van de rechtspleging. Ik kan daarover geen instructies geven aan de onderzoeksrechters. Die raming is bovendien zeer moeilijk en afhankelijk van de aard van de zaak.

In tegenstelling tot andere landen opent een burgerlijkepartijstelling in België automatisch een gerechtelijk onderzoek, waarbij politie en justitie bewijsmateriaal moeten verzamelen. De verplichting om die provisie te betalen moet het oneigenlijke gebruik van de burgerlijkepartijstelling tegengaan. Deze is immers vaak goedkoper dan het inleiden van een burgerlijke procedure en verlicht de bewijslast van de burgerlijke partij. Bovendien kan een klacht met burgerlijkepartijstelling een burgerlijke procedure enorm vertragen. Daarom lijkt het afschaffen van de provisie in sommige situaties niet direct een optie.

Er mag anderzijds uiteraard geen afbreuk worden gedaan aan de rechten van de slachtoffers en aan de bescherming van hun rechtmatige eisen. Een onredelijk hoge provisie zou inderdaad een belangrijke hinderpaal kunnen vormen en neerkomen op een feitelijke weigering tot het onderzoek.

Het ramen van de vermoedelijke kostprijs van een rechtspleging is iedere keer een moeilijke evenwichtsoefening. De gerechtelijke instanties te Antwerpen melden mij dat de onderzoeksrechters en de kamers van inbeschuldigingstelling hierover al verschillende keren overleg hebben gepleegd, wat leidde tot de consensus dat de provisie beperkt moet blijven tot een redelijk bedrag.

In het dossier waarin 16.200 euro provisie werd gevraagd door de onderzoeksrechter, worden de kosten van het boekhoudkundige onderzoek effectief zo hoog geraamd. De voorzitter van een van de kamers van inbeschuldigingstelling zal het dossier in het kader van het ambtshalve toezicht bespreken met de onderzoeksrechter.

(*Frans*) Ik ben een aanpassing van het wettelijk kader niet ongenegen, maar wijs enkel op wat er binnen het huidige kader – ik verwijs naar het voorbeeld van Antwerpen – kan gedaan worden.

06.03 **Dylan Casaer** (*sp.a-spirit*): De minister sluit nieuwe opties voor de toekomst niet uit. Ik hoop dat men daarbij twee zaken in overweging neemt. In sommige landen heeft men de burgerlijkepartijstelling afgeschaft en kan enkel het parket nog een onderzoek openen. Dat is geen goede zaak omdat het parket, de onderzoeksrechter of de politiediensten een plaatselijke situatie niet altijd correct inschatten en dus ten onrechte kunnen beslissen geen onderzoek te starten. Anderzijds lijkt een marginale toetsing om te zien of iedere burgerlijkepartijstelling wel enige grond heeft, wel te rechtvaardigen.

De kosten van een gerechtelijk expert zijn sowieso een pijnpunt, ook in burgerlijke zaken. Eigenlijk blokkeren zij de toegang tot het gerecht. Ik kom hierop zeker nog terug.

Het incident is gesloten.

07 **Vraag van de heer Bart Laeremans aan de vice-eersteminister en minister van Justitie over "de taalverhoudingen op het departement Justitie" (nr. 14058)**

07.01 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Op 26 oktober 2006 verklaarde de Vaste Commissie voor Taaltoezicht (VCT) een klacht in verband met de taalverhoudingen op het departement Justitie ontvankelijk en gegrond. In haar beschikking oordeelde de Commissie dat het taalevenwicht verzekerd moet zijn op alle niveaus, zowel voor de contractuele als statutaire personeelsleden. Intussen is er een taalkader uitgevaardigd voor het departement Justitie, waardoor er op de meeste niveaus en in de meeste centrale diensten een taalevenwicht komt.

Wanneer nam de minister kennis van die beschikking van de VCT en welk gevolg werd eraan verleend? Hoeveel statutaire en contractuele personeelsleden, Nederlandstaligen en Franstaligen, werden er nadien in dienst genomen? Kan de minister een overzicht geven van het huidige centrale personeelsbestand, ingedeeld per taal, statutair en contractueel, en voor elk van de vier niveaus?

07.02 Minister Laurette Onkelinx (Nederlands): Ik las de beschikking van de VCT op 12 december 2006. Voor de niveaus B, C en D werd in het kader van Rosetta een rekruteringsprogramma opgesteld waarbij in de mate van het mogelijke systematisch Nederlandstaligen worden aangeworven. Voor het niveau A werd een rekruteringsprogramma voor 2007 opgesteld om het taalevenwicht te herstellen.

De heer Laeremans vraagt een overzicht van het actuele centrale personeelsbestand. Ik verwijs naar de tabel die ik ter beschikking stel van de commissie.

07.03 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Over de cijfers kan ik nu geen uitspraken doen, maar ik zal de minister desnoods opnieuw ondervragen. Het verheugt me alvast dat de minister rekening houdt met de VCT en dat ze het taalevenwicht wil herstellen. Hopelijk doet men nog serieuze inspanningen hiervoor tijdens deze regeerperiode.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 12.28 uur.